

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

Société RB SAS à MACON

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 12-00341

VU le titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment l'article L.514.1;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°12/00086 du 11 janvier 2012 autorisant la société R.B. SAS à exploiter sur la commune de MACON une installation de cisailage, de vernissage et d'impression ;

VU le dossier déposé le 22 mars 2011 à l'appui de la demande d'autorisation ayant prévalu à la délivrance de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 susvisé ;

VU les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Bourgogne du 31 janvier 2012 ;

**CONSIDERANT** que le dossier déposé le 22 mars 2011 montre que les analyses réalisées en 2009 sur les rejets atmosphériques de l'incinérateur V2 dépassent les valeurs réglementaires de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé sur le paramètre monoxyde de carbone ;

**CONSIDERANT** dès lors que les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 susvisé ne sont pas respectées ;

**CONSIDERANT** la nature des travaux à réaliser et le délai nécessaire pour mettre l'installation en conformité ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la Préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>:**

La société R.B. SAS, dont le siège social est situé Zone industrielle sud – 581 rue des frères Lumière, 71020 MACON, est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite à la même adresse, de respecter les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques fixées à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 susvisé au plus tard au 31 mars 2013.

**Article 2 :**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1er, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

### Article 3 :

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

### Article 4 :

Mme la Secrétaire générale de la Préfecture, M. le maire de MACON, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera faite à l'exploitant et dont copie sera faite à :

- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, Unité territoriale de Saône et Loire, à MACON

Mâcon, le 27 FEV. 2012

Le Préfet

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale de la  
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES